

Le Groupe d'action ministériel du Commonwealth

À leur réunion de 1995 tenue à Auckland (Nouvelle-Zélande), les chefs de gouvernement ont approuvé une initiative clé mise de l'avant par le premier ministre du Canada et le président de l'Afrique du Sud. Cette initiative consistait à traduire les principes de Harare en mesures concrètes, en donnant au Commonwealth un mandat élargi relativement à la démocratie, y compris des mécanismes visant à régler les problèmes susceptibles de se poser dans les pays membres. Il en est résulté le Programme d'action de Millbrook pour donner suite à la Déclaration de Harare, qui autorise le Commonwealth à accroître son action en vue de promouvoir la démocratie, le développement et la concertation.

Le Programme d'action de Millbrook a également permis la création du Groupe d'action ministériel du Commonwealth, dont font partie les ministres des affaires étrangères de toutes les régions. Le groupe fait enquête sur les cas de violations graves et persistantes de la Déclaration de Harare par des membres du Commonwealth, et recommande des mesures collectives que l'organisation pourrait prendre. Sa composition, son mandat et son fonctionnement sont passés en revue par les dirigeants à chaque réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth. Les membres actuels du groupe représentent le Botswana (présidence), l'Australie (vice-présidence), les Bahamas, le Bangladesh, l'Inde, Malte, le Nigéria et le Samoa.

Le Canada a été un membre influent et très actif du Groupe d'action ministériel du Commonwealth depuis la fondation de ce dernier en 1995 jusqu'à la fin de son mandat en mars 2002. Au fil des ans, le Groupe d'action ministériel du Commonwealth a tenu de nombreuses réunions et envoyé des missions aux Fidji, en Gambie, aux Îles Salomon, au Nigéria, au Pakistan et en Sierra Leone.

À la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth de 2003, le Groupe d'action ministériel fera rapport sur la situation aux Fidji, aux Îles Salomon, au Pakistan et au Zimbabwe.

Fidji : Le Groupe d'action ministériel a tenu une réunion d'urgence en juin 2000 à la suite d'une crise aux Fidji, lorsque le pouvoir est passé des mains d'un gouvernement démocratique à celles d'un gouvernement nommé par l'armée. Le groupe a exclu temporairement les Fidji des conseils du Commonwealth et a envoyé une délégation ministérielle pour exhorter le gouvernement intérimaire à établir un calendrier pour le retour à la démocratie. En décembre 2000, le secrétaire général du Commonwealth a nommé un envoyé spécial afin de faciliter le règlement de la situation.